



La pandémie de COVID-19 aggrave les inégalités et plonge notre société dans une crise économique et sociale visible. Elle révèle les failles et l'impasse du modèle dominant de croissance. La Collectivité de Corse est par essence le bon échelon pour agir sur nos vies quotidiennes. Nous voulons mener une politique exigeante de réparation et de transformations. Un grand nombre de citoyens sont déjà à l'œuvre dans les territoires. Le plus souvent grâce à des initiatives citoyennes, parfois soutenues par certains élus. Mais leur portée reste encore trop limitée, elles ne bénéficient pas d'une mise en synergie organisée et rationnelle.

La Collectivité de Corse doit s'engager plus avant et développer du lien, initier des partenariats en construisant des processus coopératifs, démocratiques et solidaires.



Elections territoriales

des 20 et 27 juin 2021



Quatre organisations politiques

E.E.L.V., GÉNÉRATION.S, NOUVELLE DONNE, GÉNÉRATION ECOLOGIE et de nombreux citoyen.ne.s engagés ont décidé de s'unir au sein d'ECOLOGIA SULIDARIA pour faire entendre un même message, et proposer au peuple de cette île une nouvelle dynamique qui met l'urgence écologique et sociale au cœur des priorités ; pour relever ce défi, ces organisations s'engagent à mettre en œuvre des mesures fortes et innovantes.

Oui, il nous appartient de construire un monde plus **solidaire**, dans le respect de toutes les formes du vivant : végétal, animal, humain. Nous partageons un territoire commun. Le préserver, le défendre, c'est assurer notre propre avenir!

Déchets ? Moins et mieux !

Généralisation immédiate du tri des biodéchets, geste de tri facilité par la collecte en « porte à porte » et « récompensé » financièrement. Transformation locale des déchets recyclables (verre, carton). Gestion publique des déchets de A à Z, transport compris.

Aucun traitement de déchets en vrac, conformément à la loi : ni brûlage, ni TMB, ni enfouissement. Prévention active : fontaines, consigne, réparation.

Réinventer a « Terra di u cumunu »

En préemptant et achetant des terres agricoles, et en les louant à de nouveaux agriculteurs, la CDC permettra d'accélérer l'installation de jeunes producteurs, en bio, en favorisant les circuits directs (cantines, hôpitaux). Et gardera la maitrise de notre terre en la soustrayant à la spéculation et à l'artificialisation.

Le revenu de transition écologique : pour qui ? Pour quoi ?

- Pour rétribuer ceux et celles qui développent un projet ou participent à une activité liés à cette transition. Les bénéficiaires seront formés et adhèreront à une structure coopérative, privée ou publique, associant entreprises, associations, collectivité...
- Pour apporter de nouveaux services qui ne peuvent être pris en charge dans les dispositifs actuels : par exemple la collecte et le broyage des déchets verts à domicile, la récupération et remise en état de matériels usagers, la surveillance des espèces invasives, l'autoproduction d'énergie, etc.

Vers l'autonomie

A l'inverse de la vision minimaliste de « déconcentration » prônée par l'actuel pouvoir, nous affirmons clairement notre volonté d'aller vers un statut d'autonomie pour maîtriser nos choix pour l'avenir et assumer pleinement nos responsabilités.

OS ENGAGEMENT

Préserver nos biens communs

Pour faire face aux menaces pesant sur notre biodiversité exceptionnelle, il faut planifier des objectifs à 20 ans et les appliquer : protection des zones fragiles, création de nouvelles réserves naturelles, plan de sauvegarde des espèces végétales et animales menacées, mise en cohérence des moyens de gestion, quotas de fréquentation. Faire respecter le PADDUC, assurer la gestion sobre et publique de nos biens communs (eau, énergie).



Sortir de la crise autrement

En nous appuyant sur une politique d'emplois pérennes, non délocalisables, la valorisation de nos ressources et le développement des filières de l'économie sociale et solidaire notamment grâce au levier de la commande publique ; et en aidant les entreprises pour leur conversion écologique.



Inventer de nouveaux modèles de développement

En développant l'intermodalité des transports, en favorisant l'extension du train, en révisant les termes de la continuité territoriale qui nuit aux productions locales, favorise notre dépendance sans faire baisser les prix. En établissant les règles d'un tourisme soutenable pour notre île, mieux réparti dans le temps et l'espace (quotas). Activer tous les leviers permettant de stopper la spéculation et favorisant l'accès au logement. Accélérer la rénovation des 60 000 logements « passoires thermiques ».



S'orienter vers la souveraineté alimentaire

La Corse importe 95% de son alimentation. Nous défendons la relocalisation avec des productions sans pesticides et le déploiement des circuits courts, la préservation des espaces stratégiques agricoles et le développement de l'agroforesterie.



Assurer un revenu décent à toutes et tous

70 000 Corses vivent sous le seuil de pauvreté : notre objectif, c'est de ne laisser personne au bord de la route, en expérimentant tous les revenus de base ou complémentaires possibles, vers la mise en place d'un revenu universel. Ce revenu « universel » permettra de soutenir les activités non prises en compte aujourd'hui : aidants de personnes handicapées ou âgées, reconversions professionnelles, formations longues, bénévolat.



Partager la culture et l'ouverture au monde

Mailler le territoire de lieux de culture partagée, faciliter l'accès pour tous à la culture grâce à des médiateurs culturels. Nous créerons une structure nouvelle réunissant à parts égales la CDC et les intercommunalités d'un côté, et de l'autre les acteurs culturels pour co-construire et co-gérer la politique publique de la culture en Corse. Défendre notre langue en favorisant l'enseignement immersif et sa présence généralisée (médias, livre, toponymie).



Gouverner autrement

- C'est valoriser la participation citoyenne en favorisant l'ouverture de crèches parentales, l'habitat coopératif, les maisons autogérées pour personnes âgées...
- Introduire des référendums d'initiative territoriale, à l'initiative de l'Exécutif, d'un groupe constitué à l'Assemblée, ou de 1 000 citoyens.
- Améliorer l'organisation de la CDC et ses offices, faciliter l'accès à ses services et la transparence de ses aides.
- Proscrire tout partenariat avec les banques disposant d'actifs dans les paradis fiscaux et finançant les investissements lourds en impact climatique.



Retrouvez nos propositions et notre programme complet sur notre site :



ecologia-sulidaria.corsica

















